

Le Burundi en marche vers la couverture sanitaire universelle

@rib News, 17/09/2019 Source Xinhua Le Burundi va s'inspirer de la Déclaration d'Astana pour accélérer la marche vers la couverture sanitaire universelle Le Burundi va s'inspirer de la Déclaration d'Astana (Kazakhstan) publiée le 25 octobre 2018 s'inscrivant dans la dynamique mondiale axée sur la promotion des soins de santé primaires pour accélérer la marche vers la couverture sanitaire universelle, a déclaré lundi à Bujumbura Dr Joseph Butore, deuxième vice-président de la République burundaise chargé de la coordination des ministères économiques et sociaux.

M. Butore intervenait à l'ouverture de la première conférence nationale sur la santé au Burundi sous le thème central "Droit à la santé et bien-être pour tous à travers l'action multisectorielle et la santé dans toutes les politiques". La déclaration d'Astana du 25 octobre 2018 sur les soins de santé primaires, a-t-il précisé, est "une des révolutions" du 21^{ème} siècle. Selon lui, l'organisation de cette première conférence nationale sur la santé par le gouvernement offre également au Burundi une opportunité de s'inscrire dans les Objectifs du Développement Durable (ODD). M. Butore a saisi l'occasion pour inviter tous les services sanitaires nationaux à un "regard critique" sur la mise en application des "grands agendas mondiaux" en la matière. Cette première conférence nationale sanitaire revêt une importance multiforme pour le Burundi, a-t-il souligné, citant notamment la recherche des réponses "adéquates et réalistes" à la mise en application de la couverture sanitaire universelle, ainsi que l'analyse des déterminants avec un accent particulier sur la nutrition en proposant des interventions durables. Il a rappelé à cette occasion que le Burundi avait réalisé des progrès dans la lutte contre les maladies "non transmissibles" et les maladies "évitables" par le vaccin. Il en a profité pour plaider également pour le renforcement de la collaboration internationale et régionale entre les pays pour "agir plus efficacement" dans la lutte contre la mortalité infantile et des épidémies comme celle de la maladie à virus d'Ebola sévissant dans la voisine République Démocratique du Congo (RDC).